



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

TROISIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 237  
(Privé)

## Loi concernant la Ville de Saint-Romuald

---

### Présentation

Présenté par  
Madame Denise Carrier-Perreault  
Députée des Chutes-de-la-Chaudière



---

Éditeur officiel du Québec  
1994



# Projet de loi 237

(Privé)

## Loi concernant la Ville de Saint-Romuald

ATTENDU que la Ville de Saint-Romuald a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** La Ville de Saint-Romuald peut, en vertu de la partie IA de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38), constituer une compagnie et, par une convention soumise à l'autorisation du ministre des Affaires municipales, lui confier un mandat relatif à l'exercice de sa compétence en matière d'acquisition, de mise en valeur et de gestion d'immeubles à des fins industrielles, dans les limites du territoire de la Ville de Saint-Romuald.

Cette compagnie a comme seul objet la réalisation de ce mandat; elle ne peut procéder à un appel public à l'épargne.

**2.** La Ville de Saint-Romuald peut détenir des actions de cette compagnie et doit détenir en tout temps la majorité des actions de cette compagnie, comportant droit de vote. La majorité des administrateurs de cette compagnie doivent être des membres du conseil de la ville.

Cette compagnie demeure régie par le droit privé sous réserve des dispositions de la présente loi.

**3.** La convention visée à l'article 1 doit contenir:

1° une description détaillée de l'objet du mandat;

2° les obligations des parties dans la réalisation du mandat, dont leur participation financière;

3° les modalités d'établissement des coûts de réalisation du mandat;

4° les obligations des parties au cas de non-exécution totale ou partielle de la convention;

5° la mention de sa durée et, le cas échéant, les modalités de son renouvellement.

**4.** La compagnie doit, avant le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année, transmettre à la ville une estimation des coûts reliés à l'application de la convention ainsi que la participation financière requise à cette fin de la ville, pour sa prochaine année financière.

**5.** La compagnie doit souscrire et maintenir en vigueur une assurance couvrant la responsabilité de ses administrateurs et autres représentants.

**6.** La compagnie ne peut acquérir des actions d'une autre compagnie ou prendre une participation dans une société que si les activités de cette compagnie ou de cette société sont limitées à l'acquisition, la mise en valeur et la gestion d'immeubles à des fins industrielles, dans les limites du territoire de la Ville de Saint-Romuald ou à un domaine complémentaire. Une telle acquisition ou prise de participation ne peut être faite qu'avec l'autorisation de la ville.

**7.** Avec l'autorisation du ministre des Affaires municipales, la ville peut se porter caution de la compagnie visée à l'article 1 jusqu'à concurrence de la valeur des actions qu'elle possède dans cette compagnie.

**8.** Pour l'application de la présente loi, seuls des immeubles ayant une «affectation industrielle» au plan d'urbanisme de la ville peuvent être acquis, mis en valeur et gérés par la compagnie.

Sont également considérés à des fins industrielles les usages compatibles et complémentaires aux usages industriels prévus au plan d'urbanisme et au règlement de zonage de la ville.

**9.** La présente loi s'applique malgré la Loi sur les immeubles industriels municipaux (L.R.Q., chapitre I-0.1) et la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (L.R.Q., chapitre I-15).

**10.** Les articles 29.3, 573 et 573.1 de la Loi sur les cités et villes R.Q., chapitre C-19) ne s'appliquent pas à la convention visée à l'article 1.

**11.** La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de sanction de la présente loi)*.